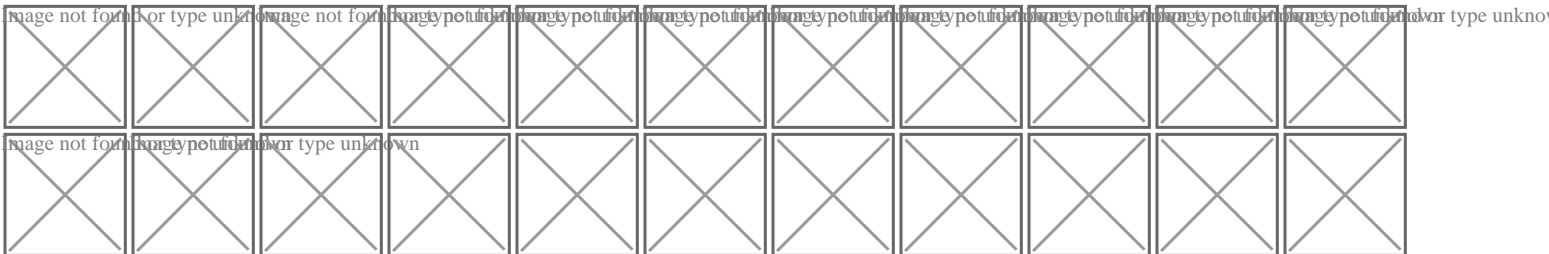


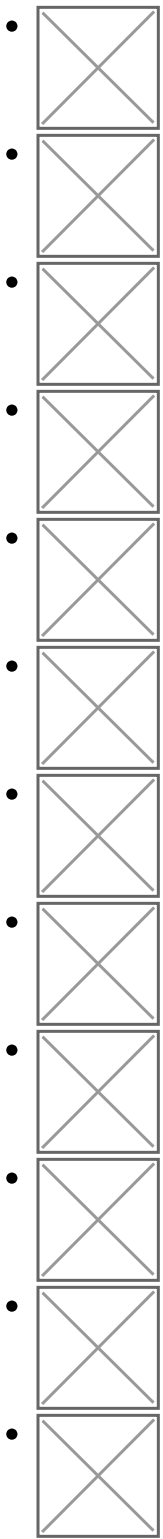


Independent observer
of the Global Fund

APPROVISIONNEMENT DES MÉDICAMENTS EN CÔTE D'IVOIRE : LE PARCOURS DU COMBATTANT

Sur la piste en terre rouge, un infirmier d'un centre de santé transporte à moto un carton rempli de vaccins. L'engin dérape, détruisant le contenu de la boîte, qui risque de ne pas pouvoir être remplacé avant le mois prochain. Ailleurs, faute de véhicules, la commande mensuelle en médicaments est souvent acheminée sur le toit d'un vieux bus de transport en commun. Ces massa, comme on les appelle en Côte d'Ivoire, tombent régulièrement en panne, parfois pendant plusieurs jours. Les médicaments restent donc là-haut, en plein soleil. Au centre de santé du village de Taiï, tout près de la frontière avec le Libéria, c'est l'ambulance qui était utilisée pour aller chercher les médicaments à 86 km de là. Mais le moteur est en panne depuis trois mois, et il n'y a pas d'argent pour le réparer.





Des anecdotes comme celles-là, le personnel soignant des centres de santé de campagne de l'ouest ivoirien peut en raconter des dizaines. Chaque centre de santé est rattaché à un district, où il passe commande en médicaments. Or les districts peuvent être très éloignés, ce qui complique l'approvisionnement, explique Siaka Coulibaly, le pharmacien en chef du district de santé de Danané. « Pour parcourir les 60 km de piste qui nous séparent du centre de santé de Zoupleu, quatre heures de route sont nécessaires. Et quand la pluie tombe, la route est tout simplement coupée par le fleuve Cavally, y empêchant l'accès. »

Le manque d'argent pour le transport et l'état des routes rendent presque héroïque l'acheminement des médicaments. Résultat, c'est le système D qui prime, explique Siaka Coulibaly. « Tous les mois, nous avons une réunion avec les

infirmiers des centres de santé. Ils en profitent pour récupérer leurs colis, car certains ont des motos. Mais les balles de moustiquaires sont, elles, trop lourdes, donc ils sont obligés de prendre les transports en commun. »

La situation est la même partout. A la Pharmacie de santé publique (PSP), l'organisme qui gère les livraisons de médicaments entre Abidjan, la capitale économique, et les districts et les hôpitaux généraux du pays, on confirme. « La liaison entre les districts et les centres de santé est encore le maillon faible du système », reconnaît le docteur Serge Yapo, directeur commercial et marketing. De plus, la livraison de la centrale de stockage d'Abidjan aux hôpitaux généraux et aux districts de santé reste également problématique. « La crise (de 2010-2011 NDLR) a perturbé la chaîne de distribution et a montré les faiblesses d'un seul organe centralisé de distribution. Mais d'ici la fin du premier semestre de 2015, un système de décentralisation en région doit être mis en place », souligne-t-il.

Retards, ruptures de stock, problèmes informatiques

Sur le terrain, les retards et les ruptures de stock restent les principales récriminations. C'est le cas à Danané. « Il arrive que nous ayons un à deux mois d'attente. Parfois, le temps que notre commande arrive, nous en sommes déjà à demander une autre livraison », déplore Siaka Coulibaly.

Dès le début de 2014 et pour deux ans, 45% des livraisons devaient être assurées par le Fonds mondial et PEPFAR (Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida), via le Programme national de prise en charge des personnes vivant avec le VIH (PNPEC), bénéficiaire principal. Mais ce programme a pris du retard, à cause de soucis administratifs. En attendant, USAID prend en charge plus de 50% des livraisons.

Outre les délais non tenus, il y a aussi les ruptures de stock. Dans le centre de santé de Taï, un des infirmiers raconte qu'il y a régulièrement une pénurie d'antirétroviraux (ARV) liée aux difficultés à aller s'approvisionner. Au centre de santé de Doké, ce sont les ACT adulte (combinaison de médicaments à base d'artémisinine) qui manquent depuis deux mois. Des ruptures de stock également rapportées par le Fonds mondial. Selon l'organisation, cela est notamment lié « à la faible capacité de distribution de la Pharmacie de santé publique vers les districts et aux difficultés de transport depuis les districts aux sites de traitements ».

Pour entamer les réformes nécessaires, la 'Pharmacie de Santé Publique' s'est transformée en juin 2013 en 'Nouvelle pharmacie de santé publique' (NPSP). Dans la pharmacie de l'hôpital général de Duékoué, exigüe, non-ventilée et où la température oscille entre 25 et 39 degrés, le pharmacien en chef reconnaît qu'avec la NPSP, les choses s'améliorent. « Avant les livraisons ne se faisaient pas à temps, aujourd'hui ils arrivent à tenir les deux semaines de délai », remarque-t-il. En 2011, le respect des délais de livraison au client avait chuté à 7%, selon la NPSP. Il est aujourd'hui de 38,5%. En 2010, le taux de rupture de stock était de 72%. En 2014, il est de 61,5%.

Mais la NPSP ivoirienne doit franchir encore d'autres obstacles, logistiques cette fois. Pour y remédier, le Programme national de prise en charge des personnes vivant avec le VIH finance la NPSP. Le montant de ce financement n'a pas été communiqué à l'Observateur du Fonds Mondial. Ces aides permettront, selon le docteur Carine Codo, directrice des programmes et appuis spéciaux de la NPSP, de « notamment réhabiliter le magasin de stockage d'Abidjan, d'en construire un autre, de permettre un meilleur contrôle qualité en participant aux frais de contrôle des ARV, des ACT et des moustiquaires imprégnées, et d'aider à l'acquisition d'un nouveau système informatique ».

Dernier point sur lequel se concentre la NPSP : l'acquisition de véhicules. Avec le soutien du Fonds mondial, le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), autre bénéficiaire principal, a par exemple financé deux camions de 15 tonnes pour les livraisons, ainsi que des motos et des vélos pour les districts de santé.

Car aujourd'hui, la NPSP manque également de camions frigorifiques. Pour l'instant, les médicaments ayant besoin d'être transportés au froid le sont dans une simple glacière alimentaire, refroidie par des accumulateurs. La glacière est dans un conteneur en tôle, surchauffé par une journée de transport, et par les trajets dans les différentes structures sanitaires. Deux camions frigorifiques seront livrés au deuxième semestre de cette année, financés par le Programme d'appui et de réhabilitation du système sanitaire ivoirien, avec l'aide de l'Union Européenne.

[Read More](#)
